

**RENAUD ET ROY C. HOLCIM CANADA INC.**  
(DOSSIER DE COUR : 200-06-000124-100)

**(VOS DROITS POURRAIENT ÊTRE AFFECTÉS PAR LE CONTENU DU PRÉSENT AVIS)**  
**(Article 1006 C.p.c.)**

- Toutes les personnes physiques ayant résidé ou ayant été propriétaires d'un immeuble dans le secteur de Beauport entre le 4 juin 1991 et le 4 juin 1993 à l'une ou l'autre des adresses suivantes, incluant les adresses qui pourraient être intercalées et avoir été omises et qui n'ont pas lu l'avis aux membres publié en page A-7 de l'édition du 8 mai 1994 du quotidien Le Soleil :

2. Le statut de Représentants pour l'exercice du recours collectif a été attribué à M. Alain Renaud et M. Claude Roy.

3. Tout membre faisant partie du groupe précité, qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement ou règlement à intervenir sur le recours collectif.

4. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale du Tribunal) a été fixée au **13 mars 2013**.

5. Un membre qui n'a pas déjà formé de demande personnelle peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Québec, **300 Jean-Lesage Québec (Québec) G1K 8K6**, par courrier recommandé avant le 13 mars 2013.

6. Tout membre qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion, soit le 13 mars 2013.

7. Tout membre qui ne sera pas exclu du groupe avant le 13 mars 2013, et conformément aux modalités décrites ci-dessus, sera lié par tout jugement ou règlement à intervenir dans le présent dossier.

8. Un membre peut faire recevoir par le Tribunal son intervention, si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande de la défenderesse. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à un interrogatoire préalable que si le tribunal le considère nécessaire.

9. Le texte intégral du présent Avis aux membres est disponible au greffe de la Cour supérieure du district de Québec ainsi que sur le site web des procureurs demandeurs ([www.bga-law.com/csl](http://www.bga-law.com/csl)) et, **en cas de divergence entre l'avis abrégé et l'avis intégral, ce dernier prévaudra.**

10. Pour toute information additionnelle, vous pouvez communiquer avec les procureurs des demandeurs aux coordonnées suivantes:

<b>Me David Bourgoïn</b> <b>BGA AVOCATS S.E.N.C.R.L.</b> 67, rue Sainte-Ursule Québec (Québec) G1R 4E7	<b>Me Benoît Gamache</b> <b>BGA AVOCATS S.E.N.C.R.L.</b> 6090, rue Jarry Est, bureau B-4 Montréal (Québec) H1P 1V9
Téléphone sans frais : 1-866-327-0123	
Télécopieur sans frais : 1-866-616-0120	
Courriel : <a href="mailto:info@bga-law.com">info@bga-law.com</a>	
Site web : <a href="http://www.bga-law.com/csl">www.bga-law.com/csl</a>	

[illegible]